

Louis Michel

«Tout ceci est très frustrant»

LES PHRASES CLÉS

«La presse en Belgique ne dispose plus des moyens nécessaires et suffisants pour informer en toute indépendance.»

«J'observe que certains magistrats abandonnent leur devoir de réserve et font de la politique.»

«C'est ça qui est pénible: dès que quelque chose est bon, ce n'est pas grâce au gouvernement.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

O n aurait pu croire que les intempéries dans le Var, là où il passe quelques jours, auraient douché son caractère volcanique. On aurait pu croire que le mal de genou qui le poursuit aurait freiné ses réflexions politiques. Or – amis lecteurs, on vous arrête – il n'en est rien. Louis Michel, ce jeudi midi, a mis les gants de boxe. Et distribue les coups façon Jean Gabin dans «Le Taoué».

En guise de tour de chauffe, on met sous le nez du député européen, ex-ministre des Affaires étrangères, l'élection, au Brésil, de Jair Bolsonaro, un président d'extrême droite.

C'est parti. «Ce que j'en pense, c'est qu'il faut d'abord se calmer, cette élection a été démocratique. C'est le résultat d'un pays qui a été gouverné de manière assez laxiste sur le plan de la gouvernance, en fait. Il y a eu le sentiment, chez une majorité de Brésiliens, que le pays était géré de manière non intégrée. Les recettes de la gauche au Brésil n'ont pas été très concluantes. Je pense que Lula, au début, avait bien capté le sentiment d'émancipation et la demande de rupture sociale, c'était intéressant, mais ça s'est complètement défilé. Maintenant, à la question de savoir, si c'est dangereux, je réponds qu'on doit attendre de voir les faits. Va-t-il traduire en actes les idées peu ragoutantes qu'il a exprimées par le passé? S'il passe aux actes par rapport à ses positions sur l'homophobie, la misogynie, l'autoritarisme, alors on va voir. Mais on ne peut pas sanctionner des électeurs. C'est la démocratie.»

«La démocratie est en danger, même chez nous»

On réplique: Bolsonaro, Trump, Erdogan, Salvini, les populistes autoritaires de droite (très) dure ont quand même un sacré vent en poupe en Europe et ailleurs. Et il dit ceci: «La démocratie est en danger, c'est très clair.»

Et il ajoute: «Même chez nous.» Ah, dit-on. «La massification des réseaux sociaux couplée à une presse qui n'a plus les moyens de faire sa mission, c'est un vrai danger. La presse est poussée à l'immédiateté, sans investigation, sans recoupement des faits, on est face à un gros problème. Pour moi, la presse est l'institution la plus à même d'objectiver et de balancer toutes les contre-vérités qu'on trouve sur les réseaux sociaux. Or quand je vois la manière dont certains dans la presse classique relayent des mensonges, je ne suis pas certain qu'ils aient les moyens

d'exercer ce rôle d'équilibre. Ils n'ont plus les moyens d'exercer correctement et en toute indépendance leur mission démocratique.»

Il monte dans les tours et met ses cartes sur table: «Quand je vois qu'on dit dans la presse que Charles Michel a reçu une lettre de la Commission européenne remettant en cause le budget de la Belgique, que Juncker dément mais que le lendemain, la même presse revient avec ces mensonges, où va-t-on? Je pense que dans notre pays, surtout côté francophone, on a une presse qui est unilatéralement opposée à la politique de ce gouvernement. Et je dis qu'on a un problème.»

On lui dit que le rôle de la presse c'est, naturellement, d'être dans l'opposition et de ne pas jouer au cire-pompes gouvernemental. «Attention, je ne dis pas que la presse ment mais que certains arguments indiscutables sont sciemment écartés. C'est flagrant.»

Il récite, en s'énervant graduellement: «La création d'emplois. 219.000 emplois créés, c'est énorme. Le chômage n'a jamais été aussi bas or c'est devenu anecdotique. Non! C'est historique.

Je demande des faits! La Belgique compte 4,8 millions de jobs et ça va encore aller en augmentant! Nos résultats sont exceptionnels et en plus, c'est créé par des entreprises privées. Allez, qu'on ne fasse pas croire que la création d'emplois, c'est anecdotique. Mais enfin, où va-t-on ici?»

On ose: c'est grâce à la conjoncture internationale si le gouvernement fédéral a pu décrocher des résultats. «Ah!, ça c'est facile, s'étouffe-t-il. C'est faux. Il est clair qu'avoir travaillé sur le rattrapage concurrentiel par rapport aux pays voisins est un élément déterminant. Même chose pour l'accent qui est mis sur les emplois en pénurie. C'est ça qui est pénible: dès que quelque chose est bon, ce n'est pas grâce au gouvernement.»

Il embraie: «Même dans les journaux économiques (lisez L'Echo), je repère ce scepticisme mal placé. C'est très frustrant. Vraiment. L'indicateur principal d'une politique aujourd'hui, c'est quand même l'emploi, l'emploi des jeunes, la baisse du chômage, or on passe au travers. Allez, le tax shift qui réduit les charges fiscales de manière considérable, on ne va quand même pas balayer ça d'un revers de la main.»

L'agacement de Louis Michel monte encore d'un cran: «C'est quand même bizarre que le taux de satisfaction des Belges par rapport à leur système de sécurité sociale soit de 91% contre 71% dans le reste de l'Europe, mais dans notre presse, on dit tout le contraire! Pareil avec le budget: l'amélioration du solde structurel révisée par ce gouvernement est, encore une fois, et je pèse mes mots, historique. Mais non: tout fait farine au moulin pour amoindrir et nier l'évidence qui est que ce gouvernement a des résultats socio-économiques uniques. Quoiqu'en disent les syndicats.»

On tente d'adoucir le crocodile libéral mais rien n'y fait. «Je vais vous dire autre chose.» Et il embraie. «J'observe une dérive patente dans notre société: des voix habituellement modérées et respectables, celles de la magistrature, par exemple, sont parfois en train d'emprunter une voie particulière. On fait face à certains juges et magistrats qui sortent de leur rôle et de leur réserve.»

«Où est passée l'indépendance de la magistrature?»

«Allez, sur l'histoire des migrants. Si quelqu'un n'est pas suspect là-dessus, c'est bien moi. On

doit chercher une solution européenne et on doit faire une distinction entre migrants économiques et demandeurs d'asile. Ensuite, on ouvre une réflexion globale sur les canaux de migration économique. Mais on respecte la loi. Quelqu'un qui est ici et qui n'est pas demandeur d'asile, et qui vient d'un pays où il n'y a aucun risque, il est illégal. On entretient la confusion et toutes nos propositions sont inaudibles. Quand j'entends les propos de certains magistrats, je suis sidéré. Où est passée l'indépendance de la magistrature? La séparation des pouvoirs, si ça vaut pour les politiques, ça vaut pour les magistrats également.»

Il dit: «Je suis inquiet. Parce que dans un Etat de droit, je ne suis pas favorable à un gouvernement des juges. Si on n'est pas d'accord avec des lois, on cherche des autres majorités pour changer les lois, mais tant qu'une loi existe, on est tenu de l'appliquer. Ça me fait peur ces magis-

trats qui indiquent leur couleur politique comme ça. Après, le politique doit aussi faire son examen de conscience et accepter le dialogue. Mais ici, ça va quand même très loin.»

On fait remarquer au père du Premier ministre que si le gouvernement fédéral peine à faire aimer ses réformes à l'opinion publique, c'est peut-être aussi qu'il les explique mal. «Peut-être doit-on faire preuve de davantage de pédagogie et que tous les élus aillent encore plus sur le terrain. Je donne des tas de conférences, chaque soir, quand on explique les choses, on a tous les bons arguments. Les pensions ont augmenté et le travailleur touche davantage. Le pouvoir d'achat a augmenté. C'est des chiffres, c'est indiscutable.»

«On va dans le mur avec cette gauche-là»

Et il soupire. Les résultats des dernières élections communales n'ont pas été terribles pour les libéraux, lui fait-on remarquer. «Là-dessus, je ne suis pas dans le déni, on a eu un recul en Wallonie mais le grand perdant de cette élection, c'est le Parti socialiste. Nous, les libéraux, on doit être convaincant sur notre projet. On doit expliquer sans cesse qu'en créant de la prospérité économique on garantit des hautes protections sociales. Quand j'entends ceux qui plaident pour la décroissance, ceux qui veulent encore augmenter la dépense publique alors qu'on est déjà à 54% du PIB de dépenses, je me dis qu'on va dans le mur avec cette gauche-là. Le PTB, le PS, les écologistes veulent encore augmenter les dépenses, mais comment va-t-on faire pour les payer? La différence entre eux et nous, c'est simplement que nous disons que les dépenses, ça a une limite.»

«Le libéralisme est par essence social»

On dit que le libéralisme social est mort depuis que lui, Louis, a fait un pas de côté. Que le MR est parti voguer sur des mers de droite en délaissant le centre de l'échiquier politique. Il répond: «Ce n'est pas moi qui ai accolé le terme social au libéralisme. Le libéralisme est par essence social. C'est fondé sur l'exercice responsable de sa propre liberté. On veut des citoyens, on ne veut pas des sujets. C'est la différence avec les autres partis.»

Il est content de sa punchline, il la répète: «On veut des citoyens et pas des sujets. Aujourd'hui, à Bruxelles, le phénomène migratoire a été géré de manière communautariste et électoraliste. Nous refusons cela.»

On rétorque: il y a quand même très peu

de personnalités d'origine étrangère qui percent chez les libéraux. «Ah mais ça, dit-il, c'est parce que ces personnalités pensent qu'elles ont plus de chances en allant sur des listes qui jouent la victimisation et le communautarisme. Mais probablement qu'on va devoir mettre en œuvre des politiques pour intégrer des personnalités issues de la classe moyenne d'origine étrangère qui ne se sentent pas attirées par nous. On doit voir comment on peut corriger cela. Mais je ne voudrais pas que le MR renforce le communautarisme. Un Belge est belge. Le communautarisme a fait beaucoup de tort à l'intégration de ces gens. Ces jeunes, ces gens, ont enrichi nos sociétés, ils apportent une valeur ajoutée considérable à notre pays et on ne le dit pas assez. Ça c'est dramatique. Je n'ai jamais exprimé de réticence ni de peur vis-à-vis de ces gens-là et je me sens totalement à l'aise parmi eux.» Gare au croco bleu.

«Le MR va devoir mettre en œuvre des politiques pour intégrer des personnalités issues de la classe moyenne d'origine étrangère qui ne se sentent pas attirées par nous.»